

question est décisive, plus aussi les passions s'allument.

Le dévouement alors appartient à l'imprévu; une majorité de hasard et de surprise, quelques votes qui forment le déclin, en décident irrévocablement. Les grandes journées parlementaires (nous employons l'expression) ont été presque invariablement de grandes surprises. Les assemblées, à ces heures de fièvre, agissent indifféremment, avec inconscience; ce qu'elles vont faire, elles l'ignorent; ce qu'elles ont fait, le dépouillement du scrutin le leur apprend. C'est, en miniature, le suffrage universel, avec ses entraînements et son irrémédiable imprévoyance.

Après une méfiance aussi déclarée contre la raison des Assemblées, il semble qu'elles puissent paraître à l'Univers aussi incapables de faire de bonnes lois que de prendre de sages mesures de gouvernement; car il n'est pas une loi importante qui ne touche au moins indirectement un de ces intérêts généraux qui ont le privilège de la passion, suivant le journal de M. Veillot, au point de perdre toute mesure et tout jugement.

Il reconnaît cependant dans l'Assemblée nationale l'autorité d'un pouvoir de fait, et paraît disposé à l'élever en pouvoir de droit, pourvu qu'elle devienne, avec le temps, un instrument docile aux préventions monarchiques et cléricales.

Pour le présent, dit-il, elle est la seule autorité légitime et souveraine; elle doit agir en souveraine. Nous vivons de fait, et pour plus ou moins de temps, en République. L'Assemblée s'accommode de l'air orange de la République. Vienne un nouveau coup de mer, il trouvera, nous l'espérons, la droite plus aguerrie. La majorité se souviendra que la gauche vient de reconnaître sa propre impuissance à voler de ses ailes et à dominer seule la situation.

C'est le cas de dire qu'avec le ciel il est des accommodements.

M. Robert Mitchell, dans le *Courrier de France*, a plus de confiance dans l'avenir des délibérations de l'Assemblée et se prononce avec énergie contre les divers partis qui, partant des points les plus opposés de l'horizon, se sont mis en campagne pour provoquer la dissolution. Voici quelques-unes de ses conclusions :

En résumé, la dissolution de la Chambre est impieusement réclamée par les ennemis de notre nationalité, les ennemis de la société, les ennemis de la tranquillité et les adversaires de la République.

Ce classement suffirait à nous engager dans la voie contraire, si l'on n'avait pas d'autres raisons qui militent en faveur du maintien de la Chambre. L'Assemblée nationale, dans sa composition actuelle, c'est le centre conservateur autour duquel viennent se grouper tous ceux que les révolutions effraient, et qui cherchent le salut par l'action conservatrice et non par les revendications violentes.

En toutes circonstances, elle a su comprendre que la situation périlleuse dans laquelle nous sommes placés, oblige chacun de nous au sacrifice d'une portion de ses espérances, d'une part de ses regrets. Elle s'est montrée résolue, aux heures périlleuses, conciliante quand il le fallait, et n'a jamais, comme tant d'autres, ménagé sa popularité au détriment des intérêts généraux.

Le *Temps*, rappelant les doctrines professées en toute occasion par M. Thiers au pouvoir et dans l'opposition sous la monarchie de Juillet, lorsqu'il représentait les électeurs parisiens sous le second Empire, revient sur les conditions nécessaires d'impersonnalité et d'indépendance qui s'imposent aujourd'hui à son gouvernement.

Il n'y a pas de raison, dit-il, pour que le chef du pouvoir exécutif soit infatigable ou omnipotent; il suffit qu'il soit inviolable et irresponsable. Il peut, soit par lui-même, soit par les instructions données à ses ministres, signer les délibérations de la Chambre, mais il ne doit pas prendre sur lui de contredire ou de résister aux résultats définitifs. M. Thiers, a-t-il un ministre constitutionnel. Pourquoi ne laisserait-il pas retomber sur les membres de son cabinet les devoirs qu'il remplit lui-même sous le roi Louis-Philippe? N'a-t-il pas été l'adversaire, sous le régime impérial, de l'Assemblée nationale, l'ennemi du pouvoir d'un souverain inviolable abritant ses ministres sous l'égide de sa propre responsabilité? Contre un tel pouvoir, une nation ne peut rien attendre d'une opposition légale; il n'y a de remède qu'une révolution. Ce n'est certainement pas au caractère de M. Thiers, mais à la modération de l'Assemblée, que la France doit de ne pas être depuis samedi comme un navire sans pilote au milieu d'un grand orage.

Ces justes réflexions, venant d'un journal qui n'a pas la réputation de critiquer outre mesure les actes du président de la République, confirment, aux yeux de ce dernier, le jugement à peu près unanime porté, à la suite de la crise dernière, par des organes qui n'avaient point le même prestige de conseiller intime et intéressé.

L'*Avenir national* proteste avec esprit et judicieuse raison contre l'accusation qui motive les poursuites dirigées contre le *Régénéral*. On sait que le parquet reproche à la feuille révolutionnaire d'avoir blâmé les choses consacrées par la religion.

Or, est-ce là une raison suffisante de faire intervenir la justice, et de tels griefs répondent-ils bien aux théories modernes de la liberté de conscience et de l'impunité des délits de la pensée?

Notons, en passant, dit M. Desonay, qu'il y a en France trois religions dont l'établissement est légalement reconnu, et que ces trois religions, par le seul fait de leur existence simultanée, s'entraînent les unes les autres. Le juif a légalement le droit de prétendre, de prêcher — et cela avec subvention de l'Etat — que le sacrement de l'eucharistie est une superstition; le catholique a légalement le droit de prétendre et de prêcher que le juif, descendant des soldats qui ont tué le Dieu des chrétiens, est un être dont le contact souille un fidèle; le protestant considère également le catholique et le juif comme voués aux superstitions les plus déraisonnables, et au-dessus de toutes ces sectes, viennent les académies scientifiques, également reconnues et protégées par l'Etat, qui se soucient aussi peu du catholique, que du juif et du protestant.

N'oublions pas qu'à côté de ces sectes religieuses qui croient à quelque chose, il y a un parti considérable qui ne croit à rien? Au milieu de cet embarras de savoir où est la vérité, est-ce servir les intérêts de la religion qui a la prétention juste et légitime de la posséder, que de l'imposer par les mesures coercitives de la légalité?

La Question du Journal officiel

Ce matin, un journal annonce que l'affaire du *Journal officiel* est en voie d'arrangement entre le gouvernement et la société Wittersheim. Nous ne savons pas si notre confrère est bien renseigné, mais nous croyons avec lui que c'est la seule manière équitable de terminer ce différend sans mettre à la charge du Trésor les indemnités plus ou moins considérables qu'il faudrait allouer pour déposséder le titulaire actuel.

On s'explique plus difficilement la conduite singulière des commanditaires de M. Wittersheim qui, après avoir perdu le 19 janvier 1870, en première instance, le malencontreux procès qu'ils avaient intenté à leur gérant, cherchent à faire infirmer par la cour le ju-

gement du tribunal de commerce, qui a rejeté comme mal fondée leur demande en dissolution de société.

Il n'est pas douteux que ce jugement, que nous avons sous les yeux, soit confirmé. Le public a sans doute oublié qu'il a été perdu devant une juridiction où les commanditaires eux-mêmes avaient alors les attaches les plus étroites, puisqu'ils trois d'entre eux appartenaient au tribunal. Après le prononcé du jugement, l'un de ces messieurs a dû donner sa démission.

CHRONIQUE DÉPARTEMENTALE

Nous ne nous trompons pas hier en rapportant la mesure qui vient de frapper le premier adjoint, faisant les fonctions de maire de Montpellier, aux désordres qui ont eu lieu dans cette ville lors du passage de M. de Cathelineau.

L'arrêté préfectoral, dont le texte nous parvient ce matin, dit, en effet, que ce magistrat n'a donné aucune instruction, ni pris aucune mesure pour prévenir ou arrêter les scènes déplorables qui se sont produites à Montpellier.

Le même arrêté dit, en outre, et avec infiniment de raison, « qu'une telle faute, si elle était tolérée, serait de nature à élever de la République les citoyens qui pensent que l'ordre est la première des garanties de la liberté ».

En même temps que le premier adjoint de Montpellier était, par les motifs ci-dessus énoncés, suspendu de ses fonctions, un deuxième arrêté frappait de la même manière le maire de Pignan, localité voisine du chef-lieu de l'Hérault, et également visitée par M. de Cathelineau. Mais il ne s'agit plus cette fois du désintéressement excessif d'un magistrat municipal, comme l'indiquent les deux considérants suivants de ce second arrêté, qui ne fait pas moins d'honneur que le premier au tact administratif et politique du préfet de l'Hérault :

Considérant que, le 12 janvier courant, M. de Cathelineau s'étant rendu à Pignan, le maire de cette commune se porta au devant de lui, et, dans un discours public, le salua comme le fidèle défenseur « du trône et de l'autel ».

Que, si le maire avait le droit d'exprimer à un homme qui a combattu pour la France et sous le drapeau tricolore sa sympathique reconnaissance, il a gravement manqué à son devoir en donnant à l'expression de ses sentiments la couleur d'une manifestation politique et publique opposée au gouvernement républicain dont il est le représentant.

La réélection du prince Jérôme Napoléon au conseil général de la Corse, pour le canton d'Ajaccio, semble devoir créer une situation non moins bizarre, non moins délicate pour le gouvernement, que pour le prince réélu. Si les raisons qui ont déterminé les mesures prises par le gouvernement au mois d'octobre dernier, lors de la première élection du prince, subsistent encore, va-t-on de nouveau envoyer en Corse le même « commissaire extraordinaire », qui était M. Ch. Ferry, le même bataillon de chasseurs à pied et la même escadre; et, par suite, le prince Napoléon va-t-il publier une seconde édition de sa lettre du 24 octobre au président du conseil général de la Corse?

Les dispositions des électeurs d'Ajaccio n'ayant point changé, comme le prouve le résultat du scrutin de dimanche dernier, il n'y a pas de raison apparente pour que celles du gouvernement soient modifiées d'avantage. Et alors, à moins que ce ne soit le prince Napoléon qui se décide cette fois à adopter une autre tactique, c'est-à-dire à conserver le mandat dont il s'est démis précédemment, il n'y aura plus de raison pour que cela finisse.

Il y a cependant une solution à laquelle on peut s'attendre et qui nous paraît même la plus probable : ce serait une nouvelle lettre-manifeste dans laquelle le prince Napoléon, se tenant pour satisfait de cette seconde manifestation des électeurs d'Ajaccio, leur déclarerait ne pouvoir cette fois accepter le mandat de conseiller général, et cela pour les motifs déjà énoncés dans sa lettre du 24 octobre.

En effet, il paraît invraisemblable que le prince Napoléon consente à siéger au conseil général de la Corse, du moment où il n'a plus la perspective de pouvoir y occuper le siège présidentiel.

Dans la séance d'avant-hier lundi, le premier conseil de guerre de Marseille a rendu les jugements ci-après, relatifs à l'insurrection de Marseille :

1° Le nommé Landeck, ex-député de la Commune de Paris, déclaré coupable : 1° d'attentats ayant pour but, soit de changer ou de détruire le gouvernement, soit d'exciter la guerre civile; 2° d'arrestations et séquestrations de personnes avec menaces de mort; 3° d'embargo de militaires, a été condamné par contumace à la peine de mort.

2° Le nommé Mégy, ex-député de la Commune de Paris, déclaré coupable des mêmes crimes, a été condamné par contumace à la peine de mort.

3° Le nommé May, également ex-député de Paris, déclaré coupable d'attentats ayant pour but soit de changer ou de détruire le gouvernement, soit d'exciter la guerre civile, a été condamné à la déportation dans une enceinte fortifiée. Ce dernier condamné, comme les deux précédents, a été jugé par contumace.

Le *Peuple*, de Moulins, vient de nouveau d'être condamné, par le tribunal correctionnel de Nevers, à 100 francs d'amende et aux frais, pour contumace à l'article 34 de la loi de décentralisation, interdisant les appréciations des séances du conseil général sans la publication de la partie afférente du compte-rendu officiel.

Le gérant avait fait défaut.

L'avoué qui s'était chargé de la défense du journal a fait observer au tribunal que la loi ne devait pas atteindre le *Peuple*, puisqu'aux termes de l'article 31, le compte-rendu officiel était dû aux journaux du département, et que, le *Peuple* se publiant à Moulins, n'était point considéré comme journal du département de la Nièvre, pas plus qu'il ne viendrait à l'idée d'aucun conseil général de considérer le *Sicéle* ou la *Republique française* comme coupables, le jour où ces feuilles parleront de lui sans publier le compte-rendu de ses séances.

Le tribunal n'a point admis cette interprétation et a condamné le *Peuple* à 100 francs d'amende, c'est-à-dire à une amende deux fois plus forte que celle infligée au même journal par le tribunal de Moulins pour six contraventions du même genre.

A propos de cette condamnation, le *Peuple* fait la remarque suivante :

Puisque le tribunal nous considère comme journal du département de la Nièvre, — par les amendes, — il est impossible qu'il ne nous considère pas comme journal du département par les bénéfices.

Donc, le *Peuple* a le droit d'insérer les annon-

ces judiciaires des départements où il est répandu et vendu sur la voie publique.

Si le tribunal de la Nièvre n'admet pas cette juridiction, c'est qu'il est, à notre avis, essentiellement illogique.

LA LIBÉRATION DU TERRITOIRE

L'idée d'une souscription nationale pour la libération immédiate de notre territoire, idée qui a déjà été si noblement et si généreusement mise en pratique par les dames de Mulhouse, de Colmar, de Sainte-Marie-aux-Mines, de Schlestadt et de Bischwiller, se propage rapidement dans un grand nombre de villes de France.

Sur divers points, notamment à Marseille, des comités féminins s'organisent afin d'imiter l'exemple des Alsaciennes patriotes. Ailleurs — à Lyon, à Nancy, à Amiens, à Lille, etc. — l'initiative individuelle a lancé de chaleureux appels auxquels un grand nombre de citoyens ont déjà répondu en se faisant inscrire pour des sommes importantes.

D'un autre côté, nous trouvons dans le *Journal de Lyon* une lettre-circulaire du sous-préfet de Nantua qui, en sa qualité de Lorrain et d'ancien sous-préfet de Sarreguemine, s'adresse à tous ses collègues de France pour les exhorter à user de leur influence afin d'organiser et de généraliser ce qu'il appelle l'*Œuvre nationale de la délivrance*.

Nous recevons la lettre suivante :

Paris, le 24 janvier 1872.

Monsieur le rédacteur,

M. le général d'Aureilles de Paladines vient de publier un récit apologétique des opérations de l'armée qu'il a commandée en chef. Cet écrit paraît avoir eu surtout pour but d'infirmer mon histoire de la *Guerre en province*.

Je l'ai lu avec attention, en fermant les yeux sur les personnalités. Mais je n'y ai rien vu qui soit de nature à me faire modifier ma relation sur aucun point.

Les contestations du général d'Aureilles de Paladines reposent sur des confusions de dates ou sur des erreurs matérielles dont plusieurs trouvent même leur réfutation dans son propre ouvrage. J'en ferai cependant l'objet de quelques réflexions dans l'appendice de l'édition populaire de la *Guerre en province*, que j'ai l'intention de publier.

Je ne puis refuser ce témoignage au général, en qui la délégation de Tours et la France placent, un instant, leur espoir.

Veuillez bien, monsieur le rédacteur, agréer les assurances de mes sentiments les plus distingués,

C. DE FREYCIENET.

LES ACTES OFFICIELS

Le prince Jérôme-Napoléon Bonaparte a été élu, le 21 janvier, membre du conseil général du département de la Corse pour le canton d'Ajaccio.

NOS INFORMATIONS

LES AFFICHES

Des affiches apposées hier annoncent que, le 7 février prochain, aura lieu, à la préfecture de la Seine, l'adjudication, par soumissions cachetées, de la fourniture de livres pour les écoles scolaires. Les intéressés peuvent prendre connaissance du cahier des charges à partir d'aujourd'hui, au palais du Luxembourg, escalier D.

RELACHE AU BAL DE L'OPÉRA

Voici l'affiche que vient de faire plaquer l'administration des bals de l'Opéra :

« Le 28 janvier étant l'anniversaire de la capitulation de Paris, l'administration des bals de l'Opéra croit devoir ne pas donner de bal samedi prochain. »

Nous croyons savoir qu'une affiche collective sera apposée par tous les théâtres de Paris.

L'ANTI-VERMERSCH-JOURNAL

Une nouvelle feuille, l'*Anti-Verwersch-Journal*, vient de paraître à Londres. Elle est rédigée par un groupe de réfugiés, à la tête duquel est Arvid, se publie tous les dimanches, et est uniquement destinée à l'érection « hebdomadaire et complet de l'ex-Père-Duchêne. Nous cueillons dans le premier numéro cette définition de Verwersch : « Un Millevoys enragé, qui, à force de se faire des infusions de feuilles mortes, a senti tout ce qu'il y avait de bon en lui se racornir et se dessécher. Une lyre dont les cordes sont froitées de sang en guise de colophane. Une corde mise au cou d'Apollon. »

UNE NOUVELLE MAISON DE DÉTENTION

Le ministre de l'intérieur ayant mis à l'étude le projet d'une nouvelle maison de détention à l'usage des communaux condamnés par les différents conseils de guerre, la direction des prisons vient d'en décider l'établissement à Port-Louis, dans le département du Morbihan.

Port-Louis est une toute petite ville, située sur le canal du Blavet; sa population qui ne se chiffre que par 2,600 habitants, se livre entièrement, hommes, femmes et enfants, à la pêche des sardines, dont ils font un commerce considérable, et le climat y est d'une salubrité telle que les nombreuses épidémies qui se sont successivement abattues sur le reste de la France, n'y ont jamais fait de victimes.

On n'enfermerait dans la maison de Port-Louis que les communaux condamnés à plus d'un an de prison.

LES CRIMES EN PROVINCE

Le dépouillement des journaux de province nous donne, depuis un mois, un stock énorme de délits de toute nature, les vols et les assassinats sont en majorité; il n'y a pas un seul département qui n'ait enregistré son ou ses sinistres; les suicides occupent aussi une place importante dans cette triste nomenclature. Il semble que la désespérance soit devenue épidémique, ainsi que l'insurrection contre les lois sociales. Sans chercher les causes de cet état anormal, nous le déplorons profondément et nous craignons que la statistique criminelle, si cela continue, ne vienne peser lourdement sur le bilan historique de l'époque que nous traversons.

ARRÊTATIONS

C'est à tort qu'on croit l'ère des arrestations entièrement passée. Trois individus ont encore été pris avant-hier, rue Chaptal, par les agents du service de la sûreté. Il nous a été impossible de savoir leurs noms.

Presque tous les individus ainsi arrêtés reviennent des pontons, et, mal corrigés par une détention de plusieurs mois, recommencent à prêcher dans leurs quartiers le principe communal.

Nous avons causé hier avec un des médecins de l'hôpital militaire de Versailles, et il nous a donné les renseignements suivants sur Sicard. Sicard ne passera certainement pas la semaine; il crache continuellement des quantités de sang considérables, et se trouve mal quatre ou cinq fois par jour. Il a demandé à écrire, mais sa main s'est refusée à tenir la plume, tant le tremblement nerveux dont il est atteint est violent. Il ne se fait du reste aucune illusion sur son état, et déclare que « ça vaut mieux ». Sicard a une famille assez nombreuse, dont plusieurs membres ont été admis à le voir hier et avant-hier.

LA VENGEANCE DU PIERROT

Le pierrot en question — qui dans la vie privée s'appelle Paul Dupin et demeure 11, rue de l'Ecole-de-Médecine — sortait ce matin, à une heure, du bal Bullier, et enfilait d'un pas pressé le boulevard, à la suite d'une bergère Watteau qui accompagnait un mousquetaire gris. Arrivé à l'Odéon, le pierrot se précipita tout à coup, par derrière, sur le mousquetaire, et, l'étendant sur le sol, commença à lui administrer une homérique volée. Il n'y avait pas de gardiens de la paix, le mousquetaire avait le dessous, et il fut bientôt en triste état. Le pierrot tapait toujours. Heureusement la femme avait pu courir au poste voisin; quand la police arriva, il était temps : le mousquetaire était à moitié assommé. Pendant qu'on le conduisait au poste, le pierrot a déclaré qu'il n'avait qu'un regret : c'était de n'avoir pas tout à fait étranglé le mousquetaire, usurier de profession, qui, non content de l'avoir fait saïser la veille, lui avait enlevé sa maîtresse, la fille Eugénie D... Paul Dupin a été maintenu en état d'arrestation.

VENTE DE LA GALERIE PÉREIRE

Le 9 mars prochain commencera la vente de la galerie de tableaux de MM. Péreire. Cette vente aura lieu 26, boulevard des Italiens, dans le local où a été exposée la galerie San Donato. Elle durera onze jours, du 9 au 20.

CESSATION DE PAIEMENTS

Nous lisons dans les cessations de paiement du 22 janvier :

MANASSE (Séraphin), directeur de théâtre, place du Château-d'Eau, 13. — J.-C. M. Hussen; s. pr. M. Meys, boulevard Magenta, 59.

M. Manasse continue du reste à ne pas revenir de Constantinople.

BERTHELEMESE

Nous avons visité hier la grande Roquette, et nous avons pu jeter un coup d'œil dans le cabanon dit des condamnés à mort. Dans ce cabanon est maintenant enfermé le nommé Berthelemèse, qui attend que la commission des grâces ait statué sur son sort. On sait que Berthelemèse, condamné avant la Commune, et mis en liberté par celle-ci, a été dernièrement repris. A la demande de l'archevêque de Paris, on a retiré à Berthelemèse sa camisole de force; seulement trois gardiens veillent autour de lui sans interruption. Berthelemèse a demandé la permission d'écrire ce qui lui a été accordé; et il a adressé avant-hier à ses parents la lettre suivante :

Ma chère famille,

Si ce n'est que je suis condamné à mort, je ne puis pas et j'espère que vous ne le serez pas. Priez le bon Dieu pour moi comme je le fais tout le jour. Je vous embrasse tendrement.

Votre fils dévoué,

BERTHELEMESE.

UN ARTILLER TUE PAR UN OBUS

Un épouvantable accident est arrivé hier, à midi, à l'arsenal de Vincennes. Le sieur P... , artilleur, s'occupait à décharger un obus vers midi, en compagnie d'un de ses camarades, lorsque, par suite d'une maladresse, le projectile vint à éclater. Le malheureux eut la tête emportée et la poitrine crevée en quatre endroits différents. Son camarade reçut aussi quelques blessures; mais elles ne mettent heureusement pas sa vie en danger.

MORT DE REPENTIN

Voici un suicide causé par un excès de conscience. Le sieur Compoin, blanchisseur, domicilié 9, rue de Greffulhe, s'est pendu avant-hier, de regret d'avoir battu sa femme. Les ouvrières, étonnées de ne pas le voir descendre à neuf heures du matin, montèrent à sa chambre; le pauvre blanchisseur s'était pendu, et le mort semblait remonter déjà à plusieurs minutes. On se figure aisément le chagrin de M. Compoin à son retour, en voyant ce que le remords avait fait de son mari. François Compoin était âgé de trente-cinq ans. Son enterrement a eu lieu hier.

LE CANON DE COURBET

En visitant au dépôt d'artillerie de Versailles les nombreuses bouches à feu — canons ou mitrailleurs — dont disposait le gouvernement insurrectionnel de la Commune, on remarque une pièce de 7, presque neuve, sur laquelle on lit l'inscription suivante :

COURBET

Défense de Paris. — Décembre 1870.

Ce canon est en effet le canon de Courbet; car Courbet — au temps de sa popularité — a eu son canon.

C'était au mois de novembre 1870. Courbet alors régent en maître dans les cafés et brasseries du XV^e arrondissement. Un jour, le 15^e bataillon de la garde nationale organisa une souscription afin d'offrir une pièce d'artillerie au gouvernement de la défense. Le canon fut fabriqué le mois suivant et les souscripteurs, d'un commun accord, lui donnèrent le nom du peintre d'Ornans.

Et voilà comment Courbet eut son canon, lequel canon repose maintenant au dépôt d'artillerie de Versailles.

LA RUE PEYRONNET A NEUILLY

Nous avons visité hier la rue Peyronnet. On sait que deux batteries fédérées, établies, la première en face le n° 43, et la seconde à l'angle de la rue de Chézy, ont attiré sur cette malheureuse rue tout l'effort de l'artillerie de l'armée de Versailles. Sans un arbre de la avenue n'est resté debout, et peu de maisons ont échappé à la destruction.

Aujourd'hui, presque toutes ces ruines sont relevées, et les traces de cet effroyable duel ont presque disparu; bon nombre de maisons ont été reconstruites en entier; d'autres, réparées depuis peu, montrent encore ces cruelles cicatrices que le temps seul effacera. Le n° 40 seul a reçu 90 obus; une maison qui occupait le n° 55 est une véritable dentelle; la façade sur la rue de Chézy, la seule qui soit encore debout, a reçu un nombre prodigieux de projectiles de toute sorte. Nous avons essayé de compter les balles, et nous y avons renoncé en nous arrêtant au chiffre 500. Il ne reste plus aujourd'hui que cinq ou six co-

structions à relever. On commence à replanter les arbres. Ce qui nous a frappé, c'est le nombre prodigieux d'écrêtements de location.

OBJETS TROUVÉS

Les valeurs ci-après désignées actuellement déposées à la Préfecture de police, n'ont encore pu être restituées à leurs propriétaires, malgré les démarches de l'administration.

1° Une somme de 550 fr., en billets de la Banque de France, trouvée en avril 1870 chez un marchand d'articles de pêche, quai de la Mégisserie;

2° Vingt obligations de la Compagnie des Chemins de fer Portugais, trouvées en février 1871 à Choisy-le-Roi;

3° Une bank-note anglaise de 200 livres sterling (5,000 fr.), trouvée en novembre 1871 à l'une des gares de l'Ouest.

L'administration ayant épuisé tous les moyens d'investigation en son pouvoir, croit devoir recourir à la voie de la publicité pour donner aux intéressés un dernier avertissement.

Les ayants-droit à ces valeurs n'auront qu'à se présenter au bureau des objets trouvés, à la Préfecture de police, où ils leur seront remis après qu'ils auront fourni les justifications suffisantes.

Encore la reconstruction de l'hôtel de ville

Comme nous l'avons dit hier, M. Léon Say, préfet de la Seine, M. Vautrain, président du conseil municipal et une délégation composée des principaux architectes de la Ville, d'un certain nombre de membres de l'Institut et de grands entrepreneurs ont inspecté minutieusement les ruines de l'hôtel de ville jeudi 18 et samedi 20. Dans la séance de lundi, ils ont rendu compte de leur mission devant le conseil municipal et ont conclu, vu les 10 millions que représente la valeur intrinsèque de ce qui reste encore de ce monument, à la reconstruction de l'hôtel de ville sur ses anciennes bases.

Ces conclusions ont rencontré une grande opposition dans le sein du conseil. Plusieurs membres ont prétendu que le rapport était exagéré et ont nommé à la fin de la séance une nouvelle commission chargée d'en vérifier l'exactitude.

Cette commission, bien entendu, se compose d'un grand nombre de radicaux, peu ou point hommes d'art et de pratique, en exceptant toutefois M. Nonnez, architecte, et M. Nadaud, ancien maçon, qui peut être, il est vrai, assez habile en matière d'évaluation de moellons, mais qui est tout à fait incompetent en fait d'ouvrages d'art.

Cette commission se rend, aujourd'hui même, sur les ruines de l'hôtel de ville; elle donnera, dans la séance prochaine du conseil municipal, les résultats de cette visite, et alors la question de la reconstruction de l'hôtel de ville, depuis si longtemps débattue, sera définitivement résolue.

LA PRESSE ÉTRANGÈRE

Le *Times*, parlant des prétendants en général, et des princes d'Orléans en particulier, nous remet en mémoire des choses que nous ferons bien de méditer, car c'est toujours par la même porte qu'entrent les prétendants. « Il y a vingt-trois ans, la France a été le théâtre d'une autre révolution. Il y eut alors une Assemblée constituante et un gouvernement provisoire dont les aspirations semblaient toutes républicaines. »

Un prince arriva d'Angleterre, prit rang parmi les membres de la représentation nationale et parut disposé à accepter les vues de la majorité, ayant pour objectif et pour règle l'intérêt de tous. Louis-Napoléon, toutefois, temporisa avant de siéger à la Constituante. Il voulait que ses adversaires ne lui supposassent aucune pensée d'ambition personnelle. La nation n'avait pas une haute idée de la valeur du prince; elle se souvenait de Strasbourg et de Boulogne. M. Thiers l'appela : *Un Tête de bois*! tandis que M. Léon Faucher qui devait être, plus tard, son ministre de l'intérieur, disait : *Il est, après tout, moins ridicule qu'on le prétendait*. Trois mois plus tard, Louis-Napoléon était président de la République par plusieurs millions de voix, élection qui lui frayait la route du trône impérial.

CHUTE DU MINISTÈRE ESPAGNOL

(Par voie télégraphique.)

Madrid, 22 janvier 11 h. 1/2 soir.

(Arrivée seulement le 24 au matin.)

Aujourd'hui, au Congrès, M. Sagasta a fait l'historique de la dernière crise; il a rappelé que le cabinet précédent avait repoussé le rétablissement des ordres religieux à cause de la tournure politique donnée à cette question.

Parlant ensuite des efforts faits pour constituer un nouveau gouvernement, l'orateur fait l'éloge de l'amiral Topete, qui n'a accepté un portefeuille que pour aider à la politique de conciliation du gouvernement.

Il fait ensuite l'éloge du maréchal Sarano, reprochant leur ingratitude aux révolutionnaires qui croient n'avoir plus besoin du bras robuste du vainqueur d'Alcalá. (Applaudissements.)

M. Sagasta déclare que le gouvernement conservera les institutions révolutionnaires (Applaudissements de la majorité), dans un sens progressiste et philosophique. (Murmures.)

Abordant le programme du nouveau cabinet, M. Sagasta dit que la nation espagnole gardera une parfaite neutralité relativement aux affaires intérieures des autres États, de même qu'elle n'admettra l'intervention d'aucune autre puissance dans ses propres affaires.

Les relations interrompues avec la république de l'Équateur sont aujourd'hui rétablies, et le gouvernement suivra en Amérique une politique espagnole.

M. Sagasta insiste sur la nécessité de l'ordre social, du respect de la loi et sur le rétablissement de l'autorité. Il dit qu'il faut s'occuper activement des finances, parce que sans argent rien n'est possible.

L'orateur continue en insistant sur la nécessité d'équilibrer le budget et d'asseoir sur des fondements solides les relations de l'Église et de

TOU T LE MONDE

EN PRÉSENCE DE LA CHERTÉ CROISSANTE DE LA VIANDE

A compris que la vulgarisation de l'Extrait était bien réellement UNE VÉRITABLE QUESTION D'INTÉRÊT PUBLIC.

J.-A. BARRAL (Journal de l'Agriculture.)

Depuis cette époque, la vente de ce produit destiné à rendre des services véritablement précieux a atteint en France un développement considérable.

PAYEN (Revue des Deux Mondes, 15 décembre 1867).

La substance alimentaire qui a été sans contredit la plus remarquée à l'Exposition est connue sous le nom d'EXTRAIT DE VIANDE LIEBIG.

(Rapport de la Commission déléguée à l'Exposition universelle de 1867 par S. Exc. M. le ministre de la marine et des colonies.)

Extrait du Rapport du JURY de la classe 91, groupe X, EXPOSITION UNIVERSELLE 1867.

Le Jury de la classe 91 a voté une médaille d'or aux meilleurs vins à bon marché de France, les vins de l'Hérault, et une autre médaille d'or à l'Extrait de Viande, si utile aux voyageurs, aux armées, aux malades, que l'on doit à l'illustre Liebig.

Extrait de la Revue scientifique de Nantes.

.... A côté de ces réveries, on peut citer des applications fort intéressantes des principes antérieurement connus et auxquels la pénurie de toutes choses devait donner une sanction véritablement pratique. La fabrication des Extraits de viande peut être rangée dans cette catégorie....

Il n'est pas besoin d'être un savant en us pour connaître les vertus du Bouillon de Viande. Brillat-Savarin n'en eût pas fait l'éloge, que la clientèle des fourneaux alimentaires des grandes villes et les nombreux malades de nos hôpitaux auraient pu sur ce point fixer la science gastronomique.

Lorsqu'un médecin recommande à son malade affaibli de sucer le jus d'une côtelette, il nous semble qu'on peut en tirer une conséquence assez favorable à ce liquide alimentaire.

A. BOUBIERRE, Directeur de l'Ecole supérieure des sciences à Nantes.

Extrait du Moniteur scientifique.

On ne s'explique l'utilité du bouillon qu'en se rendant compte des considérations suivantes :

Le résidu de la viande après l'extraction de ses parties solubles du bouillon ne possède plus de propriétés nutritives ; il n'a aucune saveur ; les chiens ne le mangent pas ; et si on le fait avaler de force par un chien, l'animal en meurt aussi vite que s'il succombait d'inanition.

Quand on ajoute à ce résidu les sels de la viande (phosphate de potasse, etc.), la syntonine regagne ou reprend les propriétés nutritives qu'elle avait perdues, mais avec cette différence marquée que ce mélange ne produit point les effets de l'alimentation animale.

La syntonine dans ce résidu est identique, quant à ses propriétés chimiques, au gluten qu'on retire de la farine de blé. On sait qu'en ajoutant au gluten les sels de viande qui lui manquent, on peut parfaitement au moyen de ce produit nourrir des chiens.

VÉRITABLE EXTRAIT DE VIANDE LIEBIG

(EXTRACTUM CARNIS LIEBIG)

Deux Médailles d'Or à l'Exposition universelle de 1867. — Médaille d'Or à l'Exposition maritime du Havre 1868

GRAND DIPLOME D'HONNEUR

EXPOSITION INTERNATIONALE D'AMSTERDAM 1869

Bien faire attention aux détails de la marque de fabrique : UN BŒUF ET UN MOUTON
Exiger les signatures du baron LIEBIG et de son délégué MAX DE PETTENKOFER

J. Liebig



Max de Pettenkofer

MARQUE DE FABRIQUE

Se vend chez les principaux Épiciers, Marchands de comestibles et Pharmaciens.

DÉPOT CENTRAL : 30, RUE DES PETITES-ECURIES, PARIS

Ci-Devant : rue Bergère, 28.

Le gluten a donc les mêmes propriétés physiologiques que la syntonine du résidu de viande mentionné plus haut, et la syntonine n'a pas plus de valeur nutritive que le gluten des céréales. Ce qui disoit que donc un aliment animal, la viande, par exemple, de tous les aliments végétaux, ce qui lui donne le goût savoureux et les propriétés stimulantes et excitantes, ce sont les matières azotées contenues dans le bouillon et qui ne se rencontrent jamais dans l'organisme végétal. On conçoit donc qu'en ajoutant au résidu de viande privé de ses parties solubles, non seulement les sels, mais aussi les matières extractives organiques contenues dans le bouillon, on lui restitue toutes les propriétés physiologiques perdues ; il

s'ensuit, et cela n'est ignoré de personne, que la viande bouillie mangée avec la soupe possède toute la valeur nutritive de la viande rôtie. — Mais comme la valeur nutritive du gluten des végétaux est exactement égale à la valeur nutritive du résidu de la viande qui reste après l'extraction du bouillon, il s'ensuit que les aliments végétaux renfermant du gluten ou des matières identiques au gluten doivent acquiescer toutes les propriétés physiologiques d'une quantité équivalente de viande rôtie, quand on y ajoute les éléments du bouillon de viande.

Voilà en ce qui consiste la valeur du Bouillon ou de l'Extrait de viande, et l'on était par conséquent pleinement autorisé à dire que

le Bouillon, ajouté aux aliments végétaux, transforme le gluten et les matières protéiques des végétaux en viande, on, ce qui est tout à fait la même chose : que le bouillon donne aux matières protéiques végétales les propriétés physiologiques qui appartiennent ou qui sont spécifiques à la viande.

On a raison en disant qu'avec une livre d'Extrait de viande, on ne nourrit pas aussi bien le soldat qu'en lui donnant 32 livres de viande correspondant à une livre d'Extrait. C'est là une vérité un peu banale et qu'on ne conteste pas, car il ne s'agit pas dans l'espèce de remplacer totalement la viande, ce qui est impossible ; mais la valeur du bouillon consiste en ce que nous pouvons, à l'aide de l'Extrait de viande, dans les cas de cherté ou de privation, suppléer au manque de viande, et c'est jusqu'ici le seul moyen que nous ayons à notre disposition pour atteindre ce but.

Nous aurions pu nous abstenir de résumer certaines assertions si elles n'avaient été en quelque sorte la base ou le préjudice d'une foule d'attaques combinées, et dont nous ne voulons approfondir ni les intentions ni le but. Il est utile cependant de dire que ces attaques, en se plaçant en partie sur le terrain des rationalités, combattent à notre égard une erreur de plus flagante. Quand on a eu égard à la vérité, que notre Société est une Société allemande, alors que tout le monde sait qu'elle est anglaise, ayant son siège de fabrication dans l'Amérique du Sud ; quand on ose attaquer un des premiers savants du monde, dont toutes les études et les découvertes ont si puissamment contribué au bien-être de l'humanité et le seul peut-être en Allemagne qui ait eu le courage de prendre la défense du caractère français, je prétends qu'un tel oubli de la vérité, qu'une absence aussi complète de générosité me donne le droit de dire à ces hommes, que je ne veux pas autrement qualifier : Non ! vous n'êtes pas Français, vous n'êtes pas de ce peuple dont M. de Liebig tout récemment encore faisait l'éloge dans les termes suivants :

« Jamais je n'oublierai la bienveillance qu'ont témoignée à l'égard d'un allemand Arago, Du'ong, Thénard, et combien de mes compatriotes allemands ne pourrais-je pas nommer parmi les médecins, les physiciens et les orientalistes qui se souviennent avec reconnaissance de l'appui que les savants français leur ont prêté pour atteindre leur but scientifique. »

« Le caractère français se distingue par la chaleur de ses sympathies et de ses sentiments pour tout ce qui est grand et noble, et l'hospitalité la plus généreuse est une de ses plus belles qualités. »

« Ces mérites trouveront bientôt de nouveau matière à se manifester sur le terrain neutre des sciences, sur lequel les esprits élevés des deux peuples doivent se rencontrer à la poursuite du but élevé qu'ensemble ils ont en vue. »

VENTES IMMOBILIÈRES À L'ENCHÈRE

ÉTUDE de M^{re} MOULLEFARINE, avoué, 7, rue Ventadour.
VENTE au Palais de Justice, le 3 février 1872.
MAISON à PARIS-LAVILLETTE
rue de Meaux, passage Bazelle, n° 11.
Mise à prix : 8,000 fr.
Revenu : 1,500 fr.
S'adresser pour les renseignements :
A M^{re} MOULLEFARINE, avoué, et à M^{re} PLOIX, notaire à Paris, place de la Bourse, 10.

VENTE au Palais de Justice, à Paris, le mercredi 31 janvier 1872, deux heures.
MAISON rue des Cendriers, d'une étendue de 21,000 mètres carrés.
Mise à prix : 8,000 fr.
2^e **MAISON** de campagne avec jardin, rue d'une étendue de 21,000 mètres carrés.
Mise à prix : 10,000 fr.
S'adresser : 1^{er} à M. PLOIX, avoué à Paris, rue de Turbigo, 43 ; 2^e à M^{re} DUPOURTAU, avoué à Paris, rue Neuve-Saint-Augustin, n° 33.

VENTE À L'ENCHÈRE D'OBJETS D'ART ET MOBILIER

VENTE hôtel Drouot, salle n° 5, le vendredi 26 janvier 1872, de
TABLEAUX MODERNES
AQUARELLES ET DESSINS
des Ecoles Française, Belge et Anglaise
STATUETTES EN MARBRE BLANC
composant la collection de M^{re} B.
M^{re} CHARLES OUDART, commissaire-priseur, rue de la Poésie, 31.
M. Emile BARRE, expert, rue de la Chaussée-d'Antin 20. (Voir le catalogue.)
Exposition : le jeudi 25 janvier.

AVIS AUX ACTIONNAIRES

ACHAT AU COMPTANT
Des Titres ANCIENS et MODERNES de certificats de dépôt à la Banque des Rentes et Pensions, 5, place de la Bourse.

HALLES ET MARCHÉS DE NAPLES

Le conseil d'administration a l'honneur de prévenir MM. les obligataires que le paiement du coupon n° 10, échéant le 31 courant (6 fr., sans déduction de l'impôt), aura lieu à partir du 1^{er} février, au siège social, 2, rue Meyerbeer, à Paris.
Le 31 janvier 1872 aura lieu le premier tirage des obligations.

OTTOMANS. — LOMBARDS
RENTES AUTHENTIFIQUES. — RENTES ESPAGNOLES. Valeurs étrangères. — Paiement immédiat et prime des coupons à l'échéance de janvier 1872.
Office du Comptant, 1, rue Saint-Georges.

LA CAISSE DE PRÊTS SUR TITRES
8, rue Neuve-Saint-Augustin, 8
avance sur toutes valeurs cotées, reçoit les ordres de Bourse au comptant et à terme.

LIBRAIRIE ET PUBLICATIONS DIVERSES

LE MONITEUR-FONDS PUBLICS
ET DES VALEURS INDUSTRIELLES (A. A. A.)
Hébdom. 16 pages de texte ; 12 fr. par an ; 5 n° gratuits sur demande au directeur, 8, rue N.-St-Augustin.

GOUTTE ET RHUMATISMES
guéris par les **PILULES DE LANTIGNE**
Voir le MANUEL DES GOUTTEUX, délivré gratuitement chez Dentu, gal. d'Orléans (Pal. Royal) ou adressé par l'envoi d'un t.-poste de 25 c.

ACHATS ET VENTES DE FONDS DE COMMERCE

Etablissement **BAINS** (quartier riche) bail 5 ans ; loyer mensuel de 100 fr. ; aff. 75,000 fr. ; bën. nets, 45,000 fr. Pr. 120,000 fr. M. Baudouin, 16, Bd St-Denis.

LAVOIR

de 104 places, machine à vapeur.
Pr. 18,000 fr. M. Baudouin, 16, Bd St-Denis.

LA VOIR de 91 places à céder avec le matériel, faisant tous frais payés 17,000 fr. de bénéfices. Long bail. Prix, 45,000 fr. (Facilité)
M. LAHAYES, boulevard Sébastopol, 108.

INDUSTRIE ET COMMERCE

JANVIER ET JOURS SUIVANTS
LIQUIDATION
des anciens et importants magasins de Toiles
AUX FRANÇAIS
5, place du Théâtre Français, et 1, avenue de l'Opéra
MISE EN VENTE EXTRAORDINAIRE DE PLUS DE
4 MILLIONS DE NOUVEAUTÉS
qui seront liquidées à
TROIS QUARTS DE PERTE

Par suite de circonstances malheureuses, les importants magasins de Toiles et Nouveautés *Aux Français* se sont trouvés dans l'obligation de suspendre leurs paiements. Vouant éviter une dégradation de faillite ruinée pour les créanciers, ils ont fait avec eux un arrangement amiable, par lequel il a été décidé qu'une liquidation immédiate serait faite au prix de l'estimation à 80 pour cent de perte. C'est à cette perte qu'il sera mis en vente :
500 pièces Madapolam, estimées à 45 fr. 50, à 17 fr. 50.
Toile fine pour chemises, de 4 fr. 50, à 1 fr. 75.
Toile grande largeur, pour draps sans couture, de 10 fr. 50, à 3 fr. 25.
Serviettes de 10 fr. 50, à 3 fr. 25.
3,000 douzaines mouchoirs blancs, de 12 fr. 50, à 7 fr. 50.
Mouchoirs Châtel, la douzaine de 25 fr. 50, à 15 fr. 50.
10,000 Chemises hommes, de 12 fr. 50, à 8 fr. 50.
600 pièces Alpaga extra, de 7 fr. 50, à 4 fr. 25.
Chemises devant toile, de 16 fr. 50, à 9 fr. 25.
Drap de France soie d'Italie, de 9 fr. 50, à 5 fr. 75.
200 pièces Raye, de 15 fr. 50, à 9 fr. 25.
800 pièces Alpaga anglais, de 12 fr. 50, à 7 fr. 50.
600 pièces Alpaga extra, de 7 fr. 50, à 4 fr. 25.
Mouchoirs noirs, grande largeur, de 6 fr. 50, à 3 fr. 25.
Cotonne, grande largeur, de 8 fr. 50, à 4 fr. 25.
2,000 Manteaux de soie, de 12 fr. 50, à 7 fr. 50.
1,200 Vestons de soie, de 12 fr. 50, à 7 fr. 50.
500 Pelisses russes, de 1,500 fr. 50, à 120 fr. 50.
Waterproofs extra, de 80 fr. 50, à 7 fr. 50.
10,000 Costumes avec ombrelle, haute nouveauté, de 100 fr. 50, à 19 fr. 50.
30,000 Costumes nouveautés, de 50 fr. 50, à 15 fr. 50.
500 pièces Tissu visagère à franges, de 15 fr. 50, à 9 fr. 25.
200 pièces Tissu écossais, de 18 fr. 50, à 9 fr. 25.
20,000 bonnets de 2 fr. 50, à 1 fr. 75.
100,000 superbes Canots et Parapluies, 800/0 de perte.

AVIS AU CLERGE ET A LA NOBLESSE

Deux fois au moins, les CALORIFÈRES GUINÉE sont venus en France, le Directeur de la C^{ie} de Londres a déjà fait adopter ce système pour chauffer : plus de 100 églises dont 7 cathédrales ; 60 maisons religieuses dont 7 séminaires, 3 hôpitaux et 50 châteaux. On envoie la notice et la liste des endroits chauffés. S'adresser : St-Martin, 12, Paris.

FRÉDÉRIC, MARCHAND DE CHEVAUX

5, rue de la Harpe, porte des Ternes, Paris-Neuilly.
VENTE DE RECROISSANT UN BEAU TRANSPORT DE CHEVAUX ANGLAIS DE SÈLE et d'ATTELAGE PRÊTS AU SERVICE.

VENTE D'ÉTALONS

de Poulinières et de Produits
DE PUR SANG ARABE
PROVENANT
DES HARAS DU VICE-ROI D'ÉGYPTE

Le Vendredi 9 Février 1872

Il sera procédé, dans l'enceinte de l'Hippodrome

AU CAIRE

à la vente aux enchères publiques de

10 ÉTALONS
35 POULINIÈRES
45 PRODUITS

Des catalogues détaillés sont tenus à la disposition du public, au Caire et à Alexandrie.

Ils seront envoyés à toute personne qui en fera la demande.

CI-DEVANT PALAIS ROYAL D'ÉTALONS

Actuellement 14, boulevard des Italiens, au 1^{er}.
Entre : 2, rue de la Harpe.
Dîner à 1 fr. 50, avec une bouteille de vin.
Déjeuners à 2 fr. 50, avec une 1/2 bouteille de vin.

TABLE ET PROVISIONS DE BOUCHE

NOUVELLES FERRARI AUX OUVES
(Brevetés)
Les meilleures pâtes du monde à 80 c le 1/2 kilo, 2, rue Halévy, place du Nouvel-Opéra.

BIÈRE FANTA

EN BOUTEILLE
DÉPOT 30, rue de la TERRASSE, 17^e arrondissement

LOCATIONS

A LOUER DE SUITE

aux Près-Saint Germain, Grande Rue, 85, une Maison bourgeoise, propre à toute industrie : personnel de demoiselles, entrepôt de marchandises, fabrique, — Grand jardin, potager et d'agrément, vastes ateliers, grande serre vitrée. Cette maison, située à la porte de Paris, peut convenir aussi à un jardinier fleuriste et maraîcher 6,000 mètres de terrain. — S'y adresser.

AVIS MARITIMES

RIO-JANEIRO, MONTEVIDEO ET BUENOS-AYRES

Service postal belge, ligne royale.
Départ le 1^{er} de chaque mois. Le Bonita, steamer neuf et à grande vitesse, partira le 1^{er} février. Connaissements signés de Paris à destination. Pour expédition et passage s'adresser : A. P. PERIER, agent de la ligne, 22, rue Drouot.

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

LES GOUTTES JAPONAISES calmant le MAL DE DENTS le plus aigu et empêchant le retour en détruisant la carie. — Pharmacie CAYLUS, carrefour Orléans, 10, Paris, et les pharm.

ASTHME

causé par l'oppression, guéris par les **STUBES-LEONARD**, 31, Montmartre, 19, Paris.

HYGIÈNE ET AFFECTIONS DE PEAU

Le Glycérol de docteur J. BERNARD adoucit la peau, dissipe Gouttes, Boutons, Hôles du visage, irritations de la peau, etc. — Flacons, 2 et 5 fr. La Pommade de D. J. BERNARD guérit Boutons, Eczéma, Démangeaisons, Pilières, Pityriasis, etc. Paris, pharm. SÉGIN, 37, rue Saint-Honoré.

GUÉRISON RADICALE CONTAGIEUSES

cabinet CLARENS, rue Neuve-Couquard, 20 bis.

SOIE DOLORIFUGE PLÂSTONS

Rhumatismes, Névralgies, 35, r. Lamartine, 3 fr.

PAPIER WINSI

Vingt années de succès attestent l'efficacité de ce puissant dérivatif, recommandé par les premiers médecins pour la guérison rapide des rhumes, irritations de poitrine, maux de gorge, rhumatismes, douleurs. Une ou deux applications suffisent et ne causent qu'une simple démangeaison. 1 fr. 50 la boîte de dix feuilles, dans toutes les pharmacies.

Eau et Pommades VACONIN de RIVOLI, 30

Chute des cheveux, pellicules, démangeaisons, dartres.

Les Annonces, Réclames et Avis divers

sont reçus chez MM. Ch. LAGRANGE, CERF et C^{ie}, — 6, place de la Bourse, 6

PARIS. — Imprimerie SERRIERE et C^{ie},

123 — rue Montmartre — 123

PROGRAMME DES SPECTACLES

DU 24 JANVIER 1872

OPÉRA. — 7 h. 1/4

L'AFRICAIN
op. 3 a., Scriba, Meyerbeer.
Séba M^{re} Hison
Léa Derris
Anna Fursch
Vasco de Gama M^{re} Villaret
Don Pedro Fomard
Le grand-brigade Gaspar
L'inquisiteur Gailhard
Don Alvar Grisy
Nelsko Caron
L'amiral Bataille
Un prêtre Sabin
Un huissier Cléophas

THÉÂTRE-FRANÇAIS. — 8 h. 0/0

CHRISTIANE
c. 4 a., Ed. Gondinet
Comte de Noja Delannoy
De Beaufrond Couquelin
Hautboy Félire
Soleil Prudon
De Kerboon Kime
De Brice Thiron
Benoit Macquodir
Antoine Jouanard
La baronne M^{re} Pousin
Christiane Reichemborg
Adrienne Tiolet
Henriette Martia

THÉÂTRE-LYRIQUE. — 8 h. 0/0

JAVOTTE

op.-c. 3 a., A. Thompson, F. Jonas.
Le chambellan Pétiers
Brook Solon
Nick Aujac
Tom Andraud
Un soldat Rafta
4^e porteur Vichon
2^e porteur Escanda
Le pr. Edvard M^{re} Ugaldé
Javotte Douau
Isabelle Roger cadet
Paméla Morosini

VAUDEVILLE. — 8 h. 1/4

LES FAUX BONSHOMMES
c. 4 a., Th. Barrière, Copendu.
Edgard Michéna
Péponnet Delanoy
Dufour Parado
Bassacourt Saint-Germain
Octave Delassart
Verdille Leclercq
Lecardonnei Cornalia
Anatole Doria
Raoul Walter
Auguste Fauré
Girou Germain
Eugénie Moisson
M^{re} Dufours Alexis
M^{re} Dufours Suzanne

GYMNASÉ. — 8 h. 0/0

UNE VISITE DE NOCES

c. 1 a., Alexandre Dumas fils.
Cyprien Landrol
Léonard Raynard
Un domestique Victor
M^{re} de Morance M^{re} Proment
M^{re} de Cynogel Kelle
Justine Juliette

LA PRINCESSE GEORGES

c. 3 a., Dumas fils.
De Terrenotte Landrol
Georges de Brice Pujol
Victor Raynard
Gélanon Delanoy
Cervières Ulys
Le baron Murray
De Fondette Train
Valentine M^{re} Desclée
Séverine de Brice Pierson
Sylviane Massin
La baronne Prieolon
Rosalie Bédard
Berthe Jeanne

VARIÉTÉS. — 7 h. 1/2

LA BONNE AUCAMÉLIES

c.-v. 1 a., H. Crémieux, A. Jaimé.

LE TRONC D'ECOSSE

op.-b. 3 a. et 4 tabl. Ad. Jaimé, Hector Crémieux, Hervé.
Robert-Houton Dupuis
Mac-Hazot Gréner
Buckingham Léonce
Le baron Baron
D'Estourbiky Daniel Bat
Dento Genéral Buvet
Dickson Bordier
Mac Intosh Mac
Jane M^{re} Vangel
Dora Chamont
Robert XX R. Legrand
Julia A. Regoult
Fanny Bessy
Anna Schneider

PALAIS-ROYAL. — 8 h. 0/0

TRICOTCHÉ ET CACOTCHÉ
V. 5 a., H. Neillac, L. Halévy.
Tricoché Brasseur
Cacotché Gil-Perès
Le duc Emile d'Yverton
Vanderpant d'Yverton
Oscar-Pacha Lassouche
Belouge Bécuelle
Des Ecopettes H. Derval
Hippolyte Villener
Justin Ferdinand
Un domestique M^{re} Desclée
Le baron M^{re} Desclée
Bernardine M^{re} Desclée
M^{re} Bécuelle
Georgio M^{re} Desclée
M^{re} Bécuelle
M^{re} Bécuelle
M^{re} Bécuelle

CHATELET. — 7 h. 0/0

LE JUIF ERRANT
op.-b. 5 a., 21 tabl., Eugène Sue
Dagobert Dumaine
Rodin Paulin Mémier
Jac. Rameport P. Deshayes
Daigriy Lalouche
Agricol Montal
Gabriel Angelo
Gringalet Courtes
Joanni Juani
Le Juif Dupont
Le bourgeois Thierry
Un roturier Danjou
Loriot Marchand
Djalma Tidel
Samuel Tidel
La Bachelasse M^{re} C. Montaland
Tricoché Brasseur
Cacotché Gil-Perès
Le duc Emile d'Yverton
Vanderpant d'Yverton
Oscar-Pacha Lassouche
Belouge Bécuelle
Des Ecopettes H. Derval
Hippolyte Villener
Justin Ferdinand
Un domestique M^{re} Desclée
Le baron M^{re} Desclée
Bernardine M^{re} Desclée
M^{re} Bécuelle
Georgio M^{re} Desclée
M^{re} Bécuelle
M^{re} Bécuelle

AMBIGU-COMIQUE. — 7 h. 1/2

L'ARTICLE 47
dr. 5 a., 6 tabl. A. Belot.
G. du Hamel
Maxime Delille
De Rives Brélet
Docteur Combes Mangin
De Mezin Ségret
Cora Roussel
M^{re} du Hamel Thais Petit
Mariti E. Beaupard

GAITÉ. — 7 h. 0/0

LE ROI CAROTTE
op.-b. 3 a., 22 tabl.
Frid